

## MONDE

**Copenhague, OBAMA participera.** Le Président américain se rendra le 9 décembre au sommet sur le climat, se joignant ainsi aux dizaines de chefs d'Etat et de gouvernement qui ont déjà accepté l'invitation du Danemark, hôte de cette conférence de l'ONU. Il offrira une baisse de 17 % des émissions de gaz à effet de serre des Etats-Unis en 2020, puis de 30 % en 2025 et de 42 % en 2030 par rapport aux niveaux de 2005. « *C'est une première réponse extrêmement encourageante* », pour le ministre de l'Ecologie Jean-Louis BORLOO, même s'il souligne que par rapport à 1990, année de référence pour les Nations unies, ces annonces correspondent à une baisse de 4 % en 2020 et « de 22 à 23 % » en 2030. M. OBAMA ira ensuite à Oslo recevoir son prix Nobel de la paix.

**Afghanistan.** Le Président américain a assuré qu'il avait l'intention de « *finir le boulot* », et annoncera « *sous peu* » au peuple américain sa décision sur sa stratégie dans le pays, notamment sur l'envoi de renforts.

**Présidentielle roumaine : deuxième tour le 6 décembre.** Les libéraux ont apporté leur soutien au candidat social-démocrate Mircea GEOANA, au coude-à-coude avec son rival le président sortant de centre droit Traian BASESCU. M. BASESCU est arrivé en tête du 1<sup>er</sup> tour avec 32,44 % des voix. Son rival le talonne avec 31,15 % des suffrages. Le soutien de M. Crin ANTONESCU, qui a récolté 20,02 %, pourrait être déterminant pour le candidat du parti social-démocrate.

**Commission britannique d'enquête sur le conflit irakien (commission CHILCOT).** William EHRMAN, directeur du bureau de la sécurité internationale au ministère britannique des Affaires étrangères entre 2000 et 2002, a indiqué que Londres savait que l'Irak avait renoncé à son programme d'ADM dans les jours précédant le début du conflit. Mais, « *Il y avait des renseignements contradictoires* », a-t-il dit. La Commission d'enquête rendra ses conclusions après les élections législatives de 2010.

**Le Flamand Yves LETERME est redevenu Premier ministre de Belgique,** en remplacement de M. Herman Van ROMPUY, nommé président du Conseil européen.

## EUROPE

**Des observateurs au Parlement européen.** En attendant l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne qui attribue des représentants supplémentaires à 18 pays membres, dont 2 pour la France, les parlementaires européens ont modifié leur règlement intérieur pour permettre la nomination d'observateurs, qui n'auront pas le droit de vote. Il s'agit d'une mesure transitoire, qui ne préjuge pas des modalités de désignation des nouveaux députés par chaque pays.

**A noter** que c'est Constance LE GRIP, conseiller technique chargé des relations avec l'Assemblée nationale et le Parlement européen à la présidence de la République, qui devrait remplacer Michel BARNIER au Parlement européen.

**Les nouveaux pouvoirs du Parlement européen.** Le Traité de Lisbonne consacre l'égalité entre le Parlement européen et le Conseil comme colégislateurs : la codécision, dont le champ est fortement étendu, constitue désormais la « *procédure législative ordinaire* ». La codécision couvre en fait avec Lisbonne tous les domaines, sauf : les affaires étrangères, la défense, la fiscalité, la coopération judiciaire et policière pénale et le droit de la famille.

**Un feu vert provisoire pour Catherine ASHTON.** Procédure spéciale. Une rencontre préliminaire avec la commission des affaires étrangères sera organisée au lendemain de sa prise de fonction du 1<sup>er</sup> décembre. Elle sera plus tard soumise à une audition formelle à partir du 11 janvier. Selon le porte-parole du Parlement, Jaume DUCH, il s'agit de donner à Mme ASHTON un premier feu vert, « *mais seulement pour deux mois* ». L'idée est aussi d'informer Mme ASHTON des positions du Parlement, notamment « *sur la négociation en cours sur le service d'action extérieure* » de l'UE, le grand service diplomatique européen qu'elle va diriger, a ajouté M. DUCH.

**Après les noms, les portefeuilles.** « *Chaque Etat membre de l'Union européenne a nommé un commissaire et le président BARROSO doit à présent attribuer les portefeuilles aux titulaires* ». Communiqué de la Commission européenne. La prochaine Commission européenne « *aura 9 femmes, 1 de plus* » qu'aujourd'hui, a indiqué José Manuel BARROSO. Elle comptera 11 conservateurs, 10 libéraux, 4 socialistes et 2 commissaires sans étiquette.

## AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

**Les entreprises françaises vont investir 5 milliards de dollars en Algérie** dans les années à venir, a annoncé le vice-PDG du Medef, Thierry COURTAIGNE. Il s'exprimait lors d'une rencontre entre une délégation de 60 membres du Medef conduite par sa présidente, Laurence PARISOT, et le Forum des chefs d'entreprises (FCE), principale association algérienne privée de patrons en Algérie. De son côté, François PERIGOT, ancien patron des patrons français, a indiqué que les entreprises françaises « *s'inscrivent dans le long terme sur le marché algérien* ».

**Enlèvement d'un scientifique français au Mali.** Il expérimentait dans le nord du pays une plante contre le paludisme. C'est le premier Français enlevé dans cette région depuis plusieurs années, mais le 4<sup>ème</sup> Français enlevé ce mois-ci en Afrique.

## POLITIQUE INTÉRIEURE

**Le Président en banlieue.** A quatre mois du scrutin régional, le Président de la République, Nicolas SARKOZY, a réaffirmé lors d'une visite en banlieue parisienne ses priorités concernant l'immigration et la sécurité, souhaitant notamment « *tripler le nombre de caméras (22 000 aujourd'hui) installées sur la voie publique d'ici 2012* ». Par ailleurs, le Président a appelé à une nécessaire « *sanctuarisation* » des écoles. « *Ce sera systématique, la vidéo, le policier référent, la lutte contre les décrocheurs, le fait que nous n'acceptons pas l'absentéisme* », a-t-il dit.

**Réaction de l'ancien Premier ministre, Alain JUPPE (UMP) :** il ne faut pas faire de la question de l'immigration et de l'insécurité « *le seul thème de la campagne* » des élections régionales. « *Je ne suis pas tout à fait sûr que cela corresponde véritablement à ce que ressentent les Français sur le terrain* » même si « *ce sont des questions importantes* » et qu'« *il ne faut pas les négliger* », a-t-il insisté. Quant à l'opportunité du débat sur l'identité nationale, M. JUPPE a estimé que « *tout dépend de savoir comment on pose ce débat* ». « *Sur les valeurs, est-ce qu'on n'est pas finalement d'accord ?* », a-t-il fait valoir, rappelant celles de « *liberté, égalité fraternité* ». « *Quand on ajoute à ça laïcité, respect de l'autre, ouverture d'esprit, je crois que les valeurs, elles sont là* ». Selon le maire de Bordeaux, la question est plus de savoir comment « *on fait prospérer ces valeurs* ». « *L'identité, c'est pas la race, c'est pas la religion, c'est pas la terre, c'est pas le sang, c'est tout simplement le fait de partager des valeurs et de vouloir vivre ensemble* ».

**Violences conjugales.** Le Premier ministre François FILLON a annoncé vouloir créer un délit de « *violences psychologiques au sein du couple* » et tester le bracelet électronique pour contrôler les conjoints violents, afin d'intensifier la lutte contre les violences conjugales. En 2008 en France, 157 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint, soit 20% des meurtres commis dans l'Hexagone.

**Elections des conseillers territoriaux à 1 tour : le débat continue dans la majorité.** Pour Hervé MORIN, Ministre de la Défense, Président du Nouveau Centre : « *Nous allons continuer à débattre de ce sujet. Personnellement, je pense que ce mode de scrutin doit évoluer* ». L'ancien ministre Dominique PERBEN, député (UMP) du Rhône, membre du Comité sur la réformes des collectivités locales, n'a pas exclu qu'il faille revenir sur le principe du scrutin à un tour. Des critiques ont déjà été formulées : l'ancien Premier ministre Alain JUPPE a indiqué que ce mode de scrutin n'était « *pas dans les traditions françaises* ». Jean-François COPE, président du groupe UMP à l'Assemblée nationale, a également marqué des réserves sur ce mode d'élection.

**La réserve de Dominique STRAUSS-KAHN.** De passage en France, le Directeur général du FMI, interrogé par Canal + sur la présidentielle de 2012 pour laquelle certains sondages l'ont donné favori, a répondu : « *Ce n'est pas mon sujet* ». Même s'il « *suit de près ce qui se passe en France* », il a invoqué un devoir de réserve et n'a pas commenté le télescopage de calendrier des primaires socialistes (en 2011) et la fin de son mandat au Fonds monétaire international (automne 2012). Sa bonne cote dans les sondages ? « *Ca fait plaisir de voir que vos concitoyens vous aiment bien* », a-t-il répondu en souriant. « *C'est peut-être parce que je suis loin qu'ils m'aiment bien* », a plaisanté DSK. M. STRAUSS-KAHN « *est certainement une personnalité à ne pas sous-estimer* », a estimé Patrick DEVEDJIAN. « *C'est une personnalité internationale de poids* ».

**Socialistes, comptez-vous !** Le Parti socialiste revendique 200.299 adhérents et assure avoir été rejoint depuis le début de l'année 2009 par 10.535 adhérents, selon Pascale BOISTARD, Secrétaire nationale du PS à l'organisation et aux adhésions.

## Régionales 2010

**Accord électoral UMP – Nouveau Centre.** Hervé MORIN se félicite de l'accord qui doit, selon lui, multiplier par quatre le nombre de ses conseillers régionaux. L'accord prévoit que le parti centriste dispose d'au moins 2 têtes de liste régionales, 15 départementales et entre 20 et 25 % de conseillers régionaux en position éligible, ce qui pourrait porter le nombre d'élus NC entre 100 et 150 conseillers régionaux. L'UMP réunit de nouveau sa commission d'investiture avant le Conseil national, ce samedi.

**A noter** que le Secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens combattants, Hubert FALCO, maire de Toulon, sera la tête de liste UMP dans le Var pour les régionales. En Île-de-France, Rama YADE ne sera pas candidate dans le Val-d'Oise, comme le voulait la tête de liste UMP Valérie PECRESSE, mais dans les Hauts-de-Seine.

**L'UMP et ses alliés.** Le Parti radical présidé par Jean-Louis BORLOO et intégré depuis janvier dans les instances nationales du Mouvement populaire a, quant à lui, obtenu 1 chef de file régional : le député Laurent HENART, pour la Lorraine. Serge LEPELTIER, ancien Ministre, ancien sénateur, devrait bien être tête de liste dans le Cher. Quant à la Présidente du parti chrétien-démocrate Christine BOUTIN, ancien membre du gouvernement, elle menace de lancer une liste indépendante dans les Pays-de-la-Loire : « *J'ai donné une liste de 40 candidats. Si l'UMP n'en retient pas au moins la moitié, je déclenche les hostilités* », a-t-elle averti.

**Le PS.** Les socialistes s'efforcent de boucler leurs listes qui doivent être adressées aux adhérents, pour un vote prévu le 3 décembre. « *Le pari du renouvellement va être gagné, avec au minimum 30 % de renouvellement* », selon Christophe BORGEL, Secrétaire national du PS aux élections. Par ailleurs, le député Julien DRAY, vice-président du Conseil régional d'Ile-de-France, ne figure pas sur la liste, qui sera conduite par Carlos DA SILVA, suppléant à l'Assemblée du député Manuel VALLS. M. DA SILVA a assuré que M. DRAY « *retrouvera la place qui est la sienne* » sur la liste dès lors qu'il sera « *en situation de ne pas dépendre du calendrier judiciaire* ». Autre épine dans la carte : le Languedoc-Roussillon, où le président sortant, Georges FRECHE, avait été exclu du PS pour « *dérapage verbal* ». Le conseiller régional Didier CODORNIUO, maire de Gruissan, a été investi comme tête de liste par les militants, mais il a toujours dit qu'il se retirerait en faveur de M. FRECHE. Or les Verts et les Communistes refusent de s'allier avec lui.

**Le MoDem.** Investiture par François BAYROU d'Alain DOLIUM, PDG d'OBAD Mobile Marketing, comme tête de liste en Ile-de-France. Le bureau exécutif du Mouvement démocrate a désigné une dizaine de candidats pour conduire des listes MoDem, dont l'ancien ministre Azouz BEGAG, tête de liste régionale en Rhône-Alpes. Les têtes de liste régionales et départementales retenues seront soumises au vote des militants courant décembre, après le prochain congrès du MoDem prévu à Arras du 4 au 6 décembre.

**Les communistes.** Les militants ont opté pour l'autonomie du Front de gauche vis-à-vis du PS au premier tour dans au moins 16 régions, mais leur principal partenaire, le Parti de gauche de Jean-Luc MELENCHON, pourrait mener des listes concurrentes là où des alliances PCF-PS ont été décidées.

**Sondages.** Selon l'Ifop pour « Paris Match » sur le site [www.parismatch.com](http://www.parismatch.com), l'UMP arriverait en tête du 1<sup>er</sup> tour des élections régionales si celles-ci avaient lieu dimanche prochain (27 %) suivie du PS (21 %) et des Verts (15 %). Le Front national recueille 8 % des intentions de vote, suivie de celle du Front de gauche soutenue par le Parti communiste et le Parti de Gauche (7 %), et la liste du MoDem (6 %). Les autres listes recueillent moins de 5 % des voix, condition pour être admis à la répartition des sièges : le Nouveau Parti anticapitaliste de M. Olivier BESANCENOT (4 %), l'Alliance Ecologiste Indépendante (3 %), le Nouveau centre (3 %), Lutte ouvrière (2 %). Les autres listes totalisent 4 %.

**Rapport gauche / droite.** Selon l'Ifop, le total des intentions de vote de gauche s'établit à 49 %, et celui des listes de droite et d'extrême droite atteint 38 %. Le rapport de force évolue favorablement pour la gauche en comparaison avec le scrutin européen du 7 juin dernier (listes de gauche: 45,3 % ; listes de droite hors Front national : 34,65 %) ainsi que par rapport aux élections régionales de 2004 (gauche 46,7 %, droite parlementaire 34,47 %). Celles-ci s'étaient traduites par un raz-de-marée en faveur de la gauche qui avait remporté 20 des 22 régions métropolitaines.

## PARLEMENT

### Assemblée nationale

**Projet de loi de Financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2010.** Adoption, après que le gouvernement, fait inhabituel, eut modifié, à la toute dernière minute l'accord conclu entre députés et sénateurs le même jour en commission mixte paritaire. Le budget prévoit un déficit record de 30,6 milliards d'euros.

**Lutte contre les récidives.** Adoption du texte examiné en procédure accélérée, par 325 voix (UMP, NC) contre 201 (SRC, GDR). Malgré les réserves de la garde des Sceaux, Michèle ALLIOT-MARIE, la majorité a étendu la surveillance de sûreté, prévue jusqu'alors pour les condamnés à plus de 15 ans de prison à leur sortie, aux personnes condamnées à plus de dix ans de prison. Les députés ont aussi ajouté une nouvelle sanction : un retour en prison pour les condamnés qui refusent ou interrompent un traitement antihormonal.

**Mourir dans la dignité. Rejet.** L'Assemblée a rejeté, par 326 voix contre 202, la proposition de loi PS défendue par Manuel VALLS visant à instaurer « *une assistance médicale* » pour « *mourir dans la dignité* ». L'UMP a massivement voté contre, à dix exceptions près, dont Olivier DASSAULT, Jean-Pierre GRAND et Georges TRON, qui se sont prononcés pour. Six autres députés UMP se sont abstenus. En revanche, un seul député PS a voté contre (Jean-Paul BACQUET). Tous les non-inscrits ont voté contre, dont François BAYROU et Nicolas DUPONT-AIGNAN.

**Lobbying.** La présidence de l'Assemblée nationale publie la liste des 33 (lobbyistes) autorisés à accéder au Palais-Bourbon.

**Commission d'enquête sur les sondages de l'Elysée :** le Président Bernard ACCOYER, a décidé, après la réunion du Bureau de l'Assemblée, que la demande était irrecevable.

### Sénat

**Budget 2010.** Vote de la partie Recettes. Plusieurs amendements notables ont été adoptés. Les sénateurs ont voté ceux qui suppriment des mesures prises par les députés sur le dispositif ISF / PME. Deux amendements visant à étendre l'exonération d'ISF pour les agriculteurs ont été votés.

**Baisse de la TVA dans la restauration :** « *On n'en a pas eu pour notre argent* », a déclaré le rapporteur général du Budget (UMP) Philippe MARINI. Coût de la baisse de la TVA à 5,5% pour l'Etat : 2,4 milliards d'euros. Or, selon l'INSEE, les additions ont diminué de 1,46 % entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 30 octobre, au lieu des 3 % attendus. La sanction est venue de la commission des Finances du Sénat, qui a créé la surprise en votant un amendement au budget, rétablissant à 19,6 % le taux de TVA dans la restauration. L'amendement n'a pas été adopté en séance plénière, et la ministre de l'Economie, Christine LAGARDE, s'est adressée aux sénateurs : « *J'applaudis des deux mains* » car « *ce coup de semonce ce n'est pas un tir* ».

**Couac en Commission des Affaires étrangères.** Le projet de budget pour 2010 de la gendarmerie a été rejeté par la commission saisie pour avis, l'opposition étant majoritaire en nombre au moment du vote. Les crédits de la mission gendarmerie seront, sauf grosse surprise, votés en séance lundi prochain.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projets de loi.** Elimination des armes à sous-munitions. Ce projet assure la mise en œuvre de la convention multilatérale signée par la France à Oslo, le 3 décembre 2008.

**Décret.** Institut national du sport, de l'expertise et de la performance.

**Communications.** L'architecture européenne de sécurité. / L'amélioration des conditions de travail dans la fonction publique. / La mise en œuvre du plan de relance. / La lutte contre les violences faites aux femmes.

## ÉCONOMIE - DÉFENSE

**Chômage en hausse.** + 2% en octobre, soit 52.400 demandeurs d'emploi supplémentaires.

**Henri PROGLIO président du conseil d'administration de Veolia Environnement,** officiellement nommé président-directeur général d'Electricité de France. Il occupait déjà depuis lundi

son nouveau bureau au siège d'EDF, avenue de Wagram à Paris. Il succède à M. Pierre GADONNEIX, en poste depuis 2004 et dont le mandat est arrivé à échéance.

**Autant de livrets que de Français ?** Le nombre de Livrets A s'élève à 58,8 millions. Malgré la baisse historique du taux de rémunération, le nombre de livrets, qui était de 51 millions fin 2008, se rapproche progressivement du nombre d'habitants en France, qui était de 64,3 millions au 1<sup>er</sup> janvier.

**La consommation des ménages résiste.** Les dépenses ont continué d'augmenter en octobre, progressant de 1,1 % après une hausse de 2,4 % en septembre, a annoncé l'Insee. « *Cette résistance n'est pas uniquement liée au secteur automobile. En octobre, tous les postes de la consommation enregistrent une hausse significative* ».

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Mondes.** Bernard KOUCHNER, ministre des Affaires étrangères a présenté le 1<sup>er</sup> numéro de la revue « *Mondes, les Cahiers du Quai d'Orsay* ». Créée à son initiative, elle est destinée au public francophone et anglophone, aux universitaires et aux chercheurs et aux entreprises, ainsi qu'aux administrations françaises et étrangères. « *Mondes* » a l'ambition de faire mieux connaître les enjeux de la politique étrangère et les réflexions et analyses des diplomates et chercheurs français. Cette revue trimestrielle est publiée en français et en anglais par les éditions Grasset qui en assure la vente en librairie. Elle sera également disponible par abonnement.

**Un nouveau centre de conférences internationales.** L'idée a été approuvée en Conseil des Ministres par le Président de la République. Bernard KOUCHNER propose de construire ce centre sous l'esplanade des Invalides, à Paris. Il pourrait être prêt pour 2011, au moment où la France présidera le sommet du G8 – G20.

## SANTÉ – SOCIÉTÉ

**Travailleurs sans-papiers.** Face à la pression des syndicats, en particulier de la CGT, qui a relancé en octobre un mouvement de grève des travailleurs sans-papiers, le gouvernement reprend la main en s'attaquant tout d'abord aux entreprises qui les emploient. Le ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire, Eric BESSON, a précisé qu'il présenterait son projet de loi en Conseil des ministres avant la fin décembre ou début janvier. M. BESSON a indiqué que les fermetures administratives d'entreprises pourraient concerner « *des établissements et pas les entreprises elles-mêmes* ».

**Régularisation de 500 à 1.000 étrangers ?** Une circulaire précise aux préfets les critères à prendre en compte pour l'admission au séjour de salariés étrangers. Le ministre a précisé les conditions pour ces régularisations : « *l'ancienneté du séjour en France, qui doit être au moins égale à cinq ans, exercer un métier dit en tension, soit dans le métier, soit dans la zone géographique... l'ancienneté dans l'entreprise qui doit être égale ou supérieure à 12 mois, la nature de la promesse d'embauche qui doit être supérieure à 12 mois et l'intégration du demandeur* ».

**Les PACS aussi.** Le ministre de la Fonction publique Eric WOERTH a signé le décret étendant le versement du capital décès aux personnes pacées dans la Fonction publique.

## CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

**POLANSKI en liberté sous caution.** Les autorités judiciaires helvétiques ont annoncé que le réalisateur franco-polonais serait libéré, contre paiement d'une caution de 3 millions d'euros, la remise de son passeport, et l'assignation à résidence sous contrôle électronique.

## CARNET

### Nominations

**Jean-Claude SCHLUMBERGER**, ambassadeur en Macédoine.

Le général de corps aérien **Patrick de ROUSIERS**, chef de la mission militaire de la Représentation permanente de la France auprès de l'UE, devient parallèlement chef de la représentation militaire française auprès du comité militaire du Conseil de l'Atlantique Nord.

**INFOS Hebdo. Copyright :** Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)